

TAXES, REDEVANCES, FRAIS, CONTRIBUTION FONCIERE ET DROITS D'ENREGISTREMENT

LOI N° 04/015 DU 16 JUILLET 2004 FIXANT LA NOMENCLATURE DES ACTES GÉNÉRATEURS DES RECETTES ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES, DOMANIALES ET DE PARTICIPATION AINSI QUE LEURS MODALITÉS DE PERCEPTION (EXTRAIT) J.O N° SPÉCIAL DU 22 JUILLET 2004

Exposé des motifs

Le Décret-loi n°101 du 03 juillet 2000 portant fixation de la nomenclature des actes générateurs des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations ainsi que de leurs modalités de perception a eu le mérite de rassembler dans un texte unique les faits générateurs des recettes perçues à l'initiative des différents ministères et services publics et encadrées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD).

Néanmoins, dans sa conception et dans son application, ce texte a posé un certain nombre de problèmes dont ceux repris ci-dessous.

Le Décret-loi n°101 ayant été signé par le Chef de l'Etat et l'annexe par le Ministre des Finances, il s'est toujours posé le problème de l'Autorité compétente pour réviser ladite nomenclature, eu égard notamment aux conflits de compétence qu'il a engendrés.

Le Décret-loi n°101, en tant que texte coordonné, ne devait, en principe, porter que les actes générateurs des recettes institués par des textes juridiques appropriés et réguliers. Or, certains actes générateurs qui y figurent n'ont pas de fondement juridique. Aussi, le Décret-loi n°101 était-il devenu, pour ces actes générateurs, le support juridique de création. Telle n'était pas l'intention du législateur.

Certaines subdivisions des actes générateurs effectuées dans les Arrêtés de fixation de la nomenclature elle-même ; ce qui constitue d'une certaine manière la création de nouvelles taxes.

Quelques faits générateurs sont repris en regard de plus d'un Ministère ou Service, entraînant ainsi des cas de double taxation.

Plusieurs actes générateurs reconnus à des Ministères ne correspondant plus aux attributions de ceux-ci, des conflits de compétence entre les Administrations auxquelles ils sont rattachés ont été constatés dans la mobilisation des recettes.

Le Décret-loi n° 101 est resté muet sur les recettes de certains organismes émergeant au budget de l'Etat (Fonds de Promotion du Tourisme, Fonds de Promotion Culturelle, Commission Nationale de l'Energie, etc). Ainsi, certains assujettis à ces taxes s'opposent à leur paiement. Les services concernés éprouvent alors des difficultés pour le recouvrement de leurs ressources.

De ce qui précède, la correction et l'harmonisation de la nomenclature des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations se sont avérées nécessaires.

La présente Loi résulte donc de l'analyse de tous les actes générateurs au regard tant de leur fondement juridique (lettre, esprit et régularité des actes de création), de leur justification économique que d'éventuels conflits de compétence qu'ils auront engendrés. Elle maintient la plupart d'actes générateurs, tout en assurant une meilleure cohérence dans la répartition des compétences en vue d'éviter des conflits qui inhibent l'action de mobilisation des recettes. Les frais des formulaires, les frais des dossiers ainsi que les frais administratifs et autres n'ont plus été repris, pour respecter le principe de la gratuité du service public. Les taxes ne se justifient qu'au regard notamment des préoccupations que poursuivent ces frais.

Par ailleurs, la présente Loi tient également compte de l'évolution de la législation notamment en matière minière, forestière et des télécommunications. Ainsi, un certain nombre d'actes générateurs nouveaux ont été repris sur la nomenclature des recettes.

Elle consacre aussi le principe de la rétrocession de 5 % en faveur des Ministères et Services générateurs, en plus de celle reconnue à la DGRAD pour son fonctionnement, en vue d'encourager lesdites structures dans l'effort d'optimisation des recettes non fiscales.

Elle institue également la procédure d'étalement qui permet à un assujetti confronté à des problèmes de trésorerie d'obtenir un paiement échelonné, pour une période qui ne peut excéder 6 mois, en tenant compte néanmoins de la sauvegarde de la valeur des droits dus. De plus, pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de la contrainte liée aux droits dus au Trésor Public, cette loi prévoit aussi l'exercice des poursuites en recouvrement par les agents de la DGRAD revêtus de la qualité d'huissier par commission du Ministre ayant la Justice dans ses attributions, à l'instar de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

D'une manière générale, la nouvelle nomenclature portée par la présente Loi se veut donc, non seulement une solution aux problèmes relevés plus haut, mais également une œuvre de simplification de la procédure de recouvrement des recettes non fiscales, grâce à une meilleure formulation des libellés des actes générateurs.

Quant à la suppression des imputations budgétaires, elle répond à la nécessité de distinguer la nomenclature des actes générateurs, qui découle de l'existence juridique de ceux-ci, de la nomenclature budgétaire, qui, elle, est liée aux préoccupations d'exécution du budget de l'Etat. En effet, bien qu'ayant également des imputations budgétaires au regard de la nomenclature budgétaire, les impôts et autres droits dus au Trésor Public ne sont pas rattachés à ces imputations dans les textes juridiques qui les créent. Tel doit aussi être le cas pour les actes générateurs des recettes non fiscales, d'autant que la nomenclature budgétaire peut être modifiée suivant les nécessités du moment, sans que cela n'ait une quelconque incidence sur la situation juridique de ces actes.

Loi

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} :

Les actes générateurs des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations que l'Etat perçoit sont définis dans la nomenclature reprise en annexe à la présente Loi.

Article 2 :

Il ne peut être institué d'autres actes générateurs des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations qu'en vertu d'une loi, et après avis préalable du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 3 :

L'assiette, le taux ainsi que la période de paiement des droits, taxes et redevances des recettes visées à l'article 1er ci-dessus sont fixés par Arrêté conjoint des Ministres ayant les finances dans ses attributions et celui dont l'administration constate et liquide lesdites recettes.

Article 4 :

Le paiement des droits, taxes et redevances dus au Trésor au titre des recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations s'effectue conformément aux procédures légales et réglementaires relatives au mode de paiement des dettes envers l'Etat.

Article 5 :

Toutes les recettes provenant des actes générateurs définis dans la nomenclature en annexe sont, versées intégralement au compte du Trésor.

Outre la rétrocession de 5 % sur toutes les recettes réalisées allouées à la DGRAD pour son fonctionnement, le Trésor Public rétrocède également 5 % des recettes au service générateur desdites recettes, notamment pour l'octroi des primes d'encouragement à ses agents.

Article 6 :

Les droits, taxes et redevances dus au Trésor Public sont payés intégralement à la période fixée par Arrêté des Ministres compétents.

Toutefois, lorsque le débiteur n'est pas en mesure de payer, compte tenu de l'état de sa trésorerie, il peut lui être consenti un paiement échelonné, sur une durée ne dépassant pas 6 mois et cela, sans préjudice de la valeur des droits dus au Trésor.

En cas de non respect d'un délai d'échelonnement, la procédure peut être révoquée et le débiteur contraint à s'acquitter intégralement de la partie de la dette non acquittée, majorée des pénalités.

Article 7 :

Lorsque les procédures de paiement des dettes envers l'Etat ne sont pas respectées par l'assujetti, il est fait recours aux mécanismes de recouvrement par voie de rôle.

Le rôle est dressé par le Receveur de la DGRAD et rendu exécutoire par le visa du Directeur Général de la DGRAD ou son délégué.

Article 8 :

Les poursuites en recouvrement des droits, taxes et redevances ayant fait l'objet de rôle sont exercées, à la requête du Receveur compétent, par les agents de la DGRAD revêtus de la qualité d'huissiers par commission du Ministre ayant la justice dans ses attributions.

A cet effet, les huissiers font les commandements, les saisies et les ventes, à l'exception des ventes immobilières, lesquelles sont faites par le notaire.

Tous fermiers, locataires, receveurs, agents, économes, banquiers, notaires, avocats, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs des revenus, sommes, valeurs ou meubles affectés au privilège du Trésor en vertu de l'article 15 de la présente Loi sont tenus, sur la demande qui leur est faite par pli recommandé émanant du Receveur de la DGRAD, de payer à l'acquit des assujettis, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains jusqu'à concurrence de tout ou partie des droits, taxes et redevances dus par ces derniers.

Cette demande vaut sommation avec opposition sur les sommes, valeurs ou revenus.

Article 9 :

Toutes les réclamations relatives au paiement des droits, taxes et redevances dus au Trésor au titre de recettes administratives, judiciaires, domaniales et des participations sont de la compétence du Receveur de la DGRAD.

Les contestations quant à la validité et la forme des actes de poursuite sont de la compétence des Cours et tribunaux. En cas de contestation à ce sujet, l'opposition suspend l'exécution de la saisie jusqu'à la décision judiciaire.

Article 10 :

Avant d'engager les poursuites, et sauf le cas où il jugerait qu'un retard peut mettre en péril les intérêts du Trésor, le Receveur de la DGRAD adresse à l'assujetti, un dernier avertissement l'invitant à payer dans les 15 jours.

Ce délai étant expiré, ou sans aucun délai, si le Receveur le juge nécessaire, un commandement est signifié à l'assujetti lui enjoignant de payer dans les 8 jours sous peine d'exécution par la saisie de ses biens mobiliers et/ou immobiliers.

Après ce délai, le Receveur de la DGRAD fait procéder à la saisie.

Article 11 :

Huit (8) jours au moins après la signification à l'assujetti du procès-verbal de saisie, il est procédé à la vente des objets jusqu'à concurrence des sommes dues et des frais.

Si aucun adjudicataire ne se présente ou si l'adjudication ne peut se faire qu'à vil prix, l'huissier ou le notaire doit s'abstenir d'adjuger ; il dresse dans ce cas un procès-verbal de non-adjudication, et la vente est ajournée à une date ultérieure. Il pourra y avoir plusieurs ajournements successifs.

Article 12 :

Le produit brut de la vente est versé au compte de la DGRAD qui, après avoir prélevé les sommes dues au Trésor, consigne le surplus en faveur de l'assujetti pendant un délai de deux ans à l'expiration duquel les sommes non réclamées sont acquises au Trésor.

Article 13 :

Les dispositions en vigueur quant aux saisies et aux ventes par autorité de justice, en matière civile et commerciale, sont applicables aux saisies et aux ventes opérées pour le recouvrement des droits, taxes et redevances dus au titre de recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

Toutefois, le Receveur de la DGRAD peut, dans tous les cas où les droits du Trésor sont en péril, faire saisir conservatoirement avec l'autorisation du Directeur Général ou son délégué, les objets mobiliers de l'assujetti.

La saisie conservatoire devra être convertie en saisie exécution par décision de ce fonctionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date où elle a été effectuée.

Article 14 :

En matière de recouvrement forcé des droits, taxes et redevances dus au Trésor au titre de recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, les poursuites exercées à l'encontre des assujettis entraînent à leur charge des frais proportionnels au montant des droits, taxes et redevances (principal, majorations, accroissements) selon les pourcentages suivants :

Commandements : 3%

Saisies : 5%

Ventes : 3%

Article 15 :

Pour le recouvrement des droits, taxes et redevances dus au Trésor au titre de recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, le Trésor a le privilège général sur tous les biens meubles et immeubles de l'assujetti en quelque lieu ou mains qu'ils se trouvent. Il en est de même des accroissements, majorations, amendes et frais liés auxdites taxes et redevances.

A ce sujet, une demande de payer peut être faite à tout tiers détenteur des biens de l'assujetti qui, à défaut de satisfaire à la dite demande endéans huit (8) jours, sera poursuivi comme s'il était le débiteur direct, conformément aux prescrits des articles 10 et 11 de la présente Loi.

Article 16 :

Les assujettis ou leurs mandataires peuvent se pourvoir par écrit en réclamation contre le montant enrôlé auprès du Directeur Général de la DGRAD.

Cette réclamation doit être présentée au plus tard dans un délai de trois (3) mois à partir de l'avertissement extrait de rôle ou celle du paiement pour la taxe ou redevance perçue autrement que par voie de rôle.

Article 17 :

Il y a prescription pour le recouvrement des droits, taxes et redevances dus au Trésor au titre de recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations après dix ans, à compter de la date exécutoire du rôle. Ce délai peut être interrompu de la manière prévue aux articles 636 et suivants du Code Civil Livre III.

Article 18 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi, notamment :

la Loi n°79-004 du 11 juillet 1979 portant réglementation de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement des taxes et redevances au titre de recettes administratives, judiciaires et domaniales ;

le Décret-Loi n° 101 du 3 juillet 2000 portant fixation de la nomenclature des actes générateurs de recettes, administratives, judiciaires, domaniales et de participations et de leurs modalités de perception.

Article 19 :

La présente Loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 16 juillet 2004.

Joseph Kabila
